

mais un pont ». Il précisait toutefois à Luxembourg : « le peuple alsacien-lorrain dans son immense majorité se place sans arrière-pensée sur le terrain du fait accompli... la voix de la raison nous commande de le dire : nous sommes Allemands, nous voulons rester Allemands ». Sans reconnaître explicitement ce fait accompli, Bernardin avait obtenu du Grand Orient dès 1908 un geste symbolique d'apaisement : la disparition de la liste entourée d'un liséré noir qui conservait fidèlement dans l'annuaire le souvenir des anciennes loges françaises d'outre-Vosges.

Il est très remarquable que les adversaires politiques ne paraissent pas avoir soupçonné ce mouvement : ils s'abstinrent en tout cas de le dénoncer, alors que dans le climat du temps ils y auraient aisément trouvé matière à polémique. Mais il se heurta à de vives résistances à l'intérieur même du monde maçonnique. Du côté allemand, les « Grandes Loges » (huit obédiences au total, dont trois d'esprit profondément prussien) ne voulaient entretenir aucune relation avec le Grand Orient, en invoquant à la fois la question du Grand Architecte et certains désaccords politiques passés : il fallut de longs pourparlers pour obtenir une atténuation très limitée de cette véritable excommunication ⁽¹⁾. Du côté français, la loge *Alsace-Lorraine* voyait évidemment le rapprochement franco-allemand avec amertume et ses protestations soulevaient quelque écho. La tension interne fut particulièrement vive lors de la rencontre de Paris, qui se plaça malheureusement au plus fort de la crise d'Agadir : par prudence, le président du Conseil de l'Ordre refusa alors l'usage des locaux de la rue Cadet. Le Convent approuva son attitude quelques mois plus tard et, saisi d'un vœu par la loge de Nancy, adopta seulement un texte très général sur les « manifestations maçonniques internationales » : si on y rappelait que les maçons des diverses nations étaient « tous membres de l'Humanité », on se gardait bien de citer explicitement les Allemands ⁽²⁾.

Bientôt la guerre démentait brutalement cet effort, suspendant toute volonté d'entente internationale dans la maçonnerie même : tandis que des officiers allemands fondaient à Metz une loge militaire, *Moselwacht* ⁽³⁾, Bernardin observait une attitude patriotique dans Pont-à-Mousson bombardé et même

occupé quelques jours ⁽⁴⁾. Après la Victoire, il fut le restaurateur de la maçonnerie française en Moselle, en évitant toutefois de donner au réveil des *Amis de la Vérité* un caractère de triomphe nationaliste : si une délégation de *Saint Jean de Jérusalem* rapporta les archives confiées en 1872, des membres de l'ancienne loge allemande furent admis officiellement à exprimer leurs vœux de prospérité. Et sans doute pour marquer la continuité de l'Art royal, le premier vénérable fut l'entrepreneur Félix Kunze, un Lorrain qui avait appartenu au *Temple de la Paix* de même qu'un autre des fondateurs, l'avocat-avoué Auguste Muller, d'origine luxembourgeoise, en bons rapports avec les libéraux de tous milieux. Le Convent de 1919 célébra dans une fête solennelle d'accueil le retour des quatre loges reconstituées en Alsace-Lorraine ⁽⁵⁾.

Élu lui-même un peu plus tard à la tête des *Amis de la Vérité*, Bernardin suivit de près les affaires d'Alsace-Lorraine. Cet anticlérical sans faiblesse se scandalisait du maintien du concordat dans les départements recouvrés ; « nous avons, s'écriait-il, à faire un suprême signe de détresse et à protester de la façon la plus énergique et la plus solennelle contre le sabotage que la République française fait de l'Alsace-Lorraine pour le compte de l'Église romaine ». Et il pressait les maçons alsaciens-lorrains de proclamer qu'ils aimaient la France « surtout parce qu'elle est le missionnaire de la Justice et du Droit, parce qu'elle porte sur son front l'étoile de la Libre Pensée, parce qu'elle est nourrie de la philosophie du XVIII^e siècle, parce qu'elle a fait la grande Révolution et qu'elle s'est affranchie à tout jamais de l'intolérable domination religieuse ». Le gouvernement Herriot fit, on le sait, en 1924 une tentative pour introduire les lois laïques, mais l'opposition de la majorité de la population la fit abandonner presque aussitôt. Bernardin ne put que répéter sans succès son vœu de voir « proclamer ici la République, car elle ne l'est pas encore ⁽⁶⁾ ».

Il reprit d'autre part très vite son action pour la réconciliation franco-allemande, dans le climat relativement favorable des années de Weimar, parallèlement à l'effort que menait un Marc Sangnier dans les milieux catholiques. Il

1. Ch. BERNARDIN, *Pont-à-Mousson sous les obus* — *Journal de la vie locale pendant la Grande guerre*, Nancy, 1919, 315 p. (l'auteur y prend soin de préciser que dans sa ville, les Allemands « ne furent point des barbares »).

2. *Compte rendu aux Ateliers du Grand Orient*, Conseil du 21 mai 1919, p. 27 ; ass. gén., pp. 350 s.

3. *Congrès des loges de l'Est*, Strasbourg 1920 (pp. 23-25), Metz 1925, Mulhouse 1927 (p. 133), B. N. FM Impr 347.

1. *Comment fut préparée la réconciliation du G. O. D. F. avec les loges allemandes*, *L'Acacia*, juin 1909. D. LIGOU, *op. cit.*, pp. 210-211.

2. *Compte rendu aux Ateliers du Grand Orient*, ass. gén., septembre 1908, pp. 37-68 ; Ass. gén., 1911, pp. 23-31 et 475-477.

Bibliographie der freimaurerischen Literatur, supplément